Les allié.e.s de la lutte antiraciste : Partie 1

Rédigé le 3 juin 2019 par : Betel Mabille

Le lundi 13 mai 2019, l'humoriste Fary a entamé son discours lors de la cérémonie des Molière par « Salut, les blancs ». Les réactions dans le public étaient divisées. D'un côté, certain.e.s blanc.he.s riaient, de l'autre certain.e.s semblaient surpris.e.s. Il est en effet rare qu'une personne s'adresse directement au groupe social « blanc » les renvoyant ainsi à leur position dans le système et ici, dans leur rôle lors de la cérémonie des Molière. C'est pourtant ce que cette analyse va faire en expliquant la manière dont les personnes blanches peuvent lutter contre le racisme, notamment grâce à leur place « d'allié.e.s ».

Comment militer contre le racisme lorsque l'on n'est pas concerné.e ? Comment lutter contre le racisme lors que l'on est blanc.he ? Ces questions semblent superficielles et pourtant, les personnes blanches ont un rôle à jouer dans la lutte contre le racisme. Mais ce rôle est délicat et nécessite chez elles une grande remise en question qui peut parfois être douloureuse.

1. Qu'est-ce qu'un.e allié.e ?

Dans le monde militant, une personne alliée est une personne qui ne subit pas une oppression mais qui va s'associer aux personnes qui en sont victimes pour combattre ensemble le système. Cette définition est la définition classique de « l'allié.e » et recouvre ainsi tous les domaines de lutte et militants qui existent. Que cette lutte soit contre le racisme, le sexisme, l'homophobie, la transphobie ou autre, la personne alliée est celle qui ne vit pas les discriminations mais qui en a conscience et souhaite mettre des choses en place pour les combattre.

Le concept d'allié.e est dès lors à associer à la question des privilèges. Une personne ayant des privilèges dans un domaine en particulier (la classe, la race, le genre, etc.) pourrait accompagner, être allié.e, des personnes qui, à l'inverse, subissent un système mis en place pour les maintenir en bas de l'échelle sociale.

La question souvent posée est donc : pratiquement, que doit faire un.e allié.e ?

La première étape est donc souvent de prendre conscience de sa position dans le système et ainsi prendre conscience de ses privilèges. Chacun et chacune d'entre nous avons des privilèges dans un domaine en particulier. Si une personne est discriminée sur base de sa couleur de peau, cela entraîne de facto qu'une personne sera privilégiée sur base de sa couleur de peau également. La prise en compte de ses privilèges peut être une étape longue et douloureuse. En effet, ce n'est pas évident de remettre en question l'entièreté du monde qui nous entoure et son fonctionnement. De plus, cela entraîne aussi des questions sur sa position dans la société. Suis-je arrivé.e là où j'en suis uniquement grâce à mes compétences ? Peut-être pas. Car les privilèges nous permettent parfois d'accéder à des positions hiérarchiques auxquelles certaines personnes n'ont pas droit malgré leur

qualification toute aussi élevée que la nôtre. Par exemple, le concept même de méritocratie est un concept permettant aux personnes qui ont des privilèges, notamment dans le domaine de l'emploi, de s'auto-persuader qu'elles méritent ce qu'elles ont car cela est basé uniquement sur leurs compétences. Or, nous savons, par exemple, que les personnes belgo-congolaises sont les plus diplômées de Belgique mais également les personnes les plus au chômage[1]. La question du mérite et des compétences est donc grandement à remettre en question.

Avoir conscience de ses privilèges est donc la base mais cela est évidemment très loin d'être suffisant. Il ne s'agit pas de faire la liste de ses privilèges et de ce que cela peut nous apporter. Il faut aller plus loin. En effet, concernant la question du racisme, les personnes blanches peuvent déjà penser qu'elles n'ont pas de « couleur », qu'elles sont « neutres ». Or, être un.e allié.e suppose d'avoir déjà fait un travail d'introspection sur qui on est, ce qu'on représente et la place que l'on occupe.

La seconde étape souvent évoquée dans les mouvements militants est « apprendre et se taire ». Elle est intéressante car elle met en avant le fait que nous ne savons pas tout et que quand on ne sait pas, il vaut mieux se taire. La question du racisme suscite souvent de vifs débats et chacun.e pense que son opinion est valable et vaut tout autant que celle des personnes qui sont victimes du racisme. Or, cela est beaucoup plus complexe. Parler du racisme c'est parler d'un système qui déshumanise, réduit, invisibilise, violente toute une catégorie de personnes. Les personnes blanches ne faisant pas partie de cette catégorie ne peuvent donc avoir qu'un aperçu théorique de ce qu'est le racisme. Les personnes qui en sont victimes, par contre, possèdent à la fois le mode d'emploi et le vécu. Cela ne veut pas dire qu'un groupe est plus objectif ou neutre qu'un autre. Cela montre simplement que les personnes racisées et les personnes blanches ne sont pas au même niveau de compréhension sur ces matières. Un groupe sait, l'autre découvre. L'apprentissage de ces questions ne se fait pas du jour au lendemain et dure probablement toute une vie…

Cela va même au-delà… Les personnes victimes de racisme ont su avant les personnes blanches qu'être « blanc » n'était pas anodin et apportait toute une série de privilèges sur les questions raciales. Ce sont les personnes racisées qui ont mis en avant la question de la blanchité et du privilège blanc car il était nécessaire de comprendre comment le système fonctionne et comment les personnes blanches le maintiennent pour pouvoir lutter pour

plus de justice et d'égalité.

Ensuite, les mouvements militants préviennent souvent leurs allié.e.s qu'il n'est pas question de prendre toute la place lors de discussion, de débat, de manifestation, de passage dans les médias ou autre. La position d'allié.e est une position de retrait. Les personnes racisées ne sont que trop peu représentées dans la sphère publique, la position d'allié.e serait donc d'ouvrir des portes mais par la suite de se retirer. Même s'il est tentant d'être sous le feu des projecteurs, en tant qu'allié.e, il est nécessaire de ne pas invisibiliser et de ne pas reproduire les rapports de domination que l'on tend à combattre.

En résumé, être allié.e c'est accompagner dans une lutte, se remettre en question, réfléchir. Le concept d'allié.e est donc lui-même critiquable car il demande aux personnes blanches de rester dans un certain confort sans se mettre en danger. Un second terme est donc apparu pour renforcer la place des allié.e.s et pour amener à une vraie lutte antiraciste. Ce terme est celui de « complice ».

2. Critique du concept d'allié.e : allié.e VS complice

La première fois que j'ai vu apparaître le mot « complice » était dans le texte d'Indigenous Action intitulé « Accomplices Not Allies: Abolishing The Ally Industrial Complex ». La suite de cette analyse sera donc majoritairement basée sur ce texte et sur la traduction qui en a été faite par Christine Prat.

Être complice c'est se mettre en danger en sachant que grâce à nos privilèges la société sera plus clémente avec nous. Dans une lutte militante, avoir des allié.e.s, c'est bien, mais avoir des complices, c'est ce qui, à mon sens, fera réellement avancer les choses.

Le concept d'allié.e a été blanchi, récupéré, rendu « mainstream ». Il a perdu de son sens et de sa valeur. Il est représenté actuellement comme une sorte de catégorie de personnes qui ont un peu conscience de leurs privilèges mais qui ne font rien qui de manière tant structurelle qu'individuelle va faire avancer la lutte contre le racisme. Être allié.e semble être une première étape mais pas l'aboutissement du cheminement de la décolonisation de ses pensées et de ses actes lorsque l'on est blanc.he.s.

Dans les mouvements militants, être allié.e serait devenu une sorte de badge que les personnes pourraient afficher fièrement si elles ont bien suivi toutes les étapes précédentes (apprendre, se taire, ne pas prendre toute la place,...). Dans une certaine mesure, remplir ces différentes cases, tout le monde peut le faire. Car ce sont des cases qui ne mettent pas en danger, qui maintiennent l'ordre établi et qui ne remettent pas en question le fondement même du système. Dans la lutte contre le racisme, le soutien moral des personnes blanches n'est pas nécessaire tant qu'il n'est pas lié à des actions concrètes qui mettent à mal le système raciste.

Là où la notion de complice est intéressante, c'est qu'elle incite à l'action. Être complice, c'est agir.

Dans le texte cité précédemment, les auteur.ice.s créent un spectre de catégories d'allié.e.s, qu'ils.elles remettent en question. Selon moi, ces catégories s'entremêlent les unes aux autres et montrent que le concept d'allié.e est devenu un concept qui a été blanchi et récupérer par les personnes blanches leur permettant de se dédouaner et de se donner bonne conscience.

La lutte antiraciste n'a pas besoin d'allié.e blanc.he.s « sauveur.se.s » noyé.e.s par la honte et la culpabilité de leur couleur qu'ils.elles vont faire en sorte de se racheter. « *Même si ce n'est jamais admis, la culpabilité et la honte fonctionnent généralement comme motivateurs dans la conscience d'un oppresseur quand il réalise être du mauvais côté.*[2] ». Ce n'est pas la honte des blanc.he.s par rapport au racisme, au passé colonial, aux discriminations qui fera changer le système et la société dans laquelle nous vivons. Au contraire, cette honte traduit plutôt une position privilégiée, celle qui permet d'avoir « juste » honte sans pour autant se sentir obligé.e de devoir ajouter des choses pour accéder à une certaine équité.

Être complice, c'est agir. Ce n'est donc pas rapporter des situations d'actes/paroles racistes aux personnes racisées, mais c'est d'expliquer comment on a réagi face à telle ou telle situation. Les personnes racisées savent que le racisme existe et ce depuis longtemps. Ce qui est intéressant, c'est ce que nos complices ont mis en place pour contrer ces situations racistes.

De plus, les personnes blanches ne peuvent pas s'auto-proclamer alliées de la lutte contre

le racisme. Le système a fait en sorte qu'elles sont d'un côté (le côté des privilèges raciaux) et les personnes racisées sont de l'autre (le côté des personnes discriminées). Comme ce n'est pas aux personnes blanches de juger si une situation est raciste ou pas, ce n'est donc pas non plus à elles de décider si elles sont de bonnes alliées ou non.

Outre le militantisme de terrain, les allié.e.s blanc.he.s de la lutte antiraciste se retrouvent également au sein des universités et hautes écoles. Certain.e.s professeur.e.s ont une réelle conscience du système raciste et des inégalités que ce système entraîne. Cependant, les personnes racisées restent le plus souvent les objets d'études des personnes blanches et non pas leurs collègues. Pourtant, les personnes racisées ont des ressources, souvent très précieuses, sur les questions de racisme. Pourquoi dès lors ne pas faire une étude avec des personnes racisées plutôt que sur des personnes racisées ? De plus, « *Il y a un maintien du pouvoir institutionnel sur le savoir et les capacités de la communauté en lutte*[3] ». Les universitaires blanc.he.s développent une expertise sur le système racial et raciste[4] ce qui impose une relation de pouvoir entre les communautés racisées et les « expert.e.s blanc.he.s » de ces communautés. Un exemple est celui de l'intersectionnalité. L'intersectionnalité commence à entrer dans le domaine des savoirs, telles les universités, mais comment et pour qui ? Par des blanc.he.s et pour des blanc.he.s. Pourtant il s'agit d'un outil pour les personnes racisées et il n'a jamais été question que l'intersectionnalité soit la traduction de la réalité des personnes blanches.

Être complice, c'est donc sortir de sa zone de confort. C'est prendre part à des débats qui vont être douloureux car personne n'attend d'une personne blanche qu'elle remette ses privilèges blancs en question. Cependant, cette douleur ne peut être équivalente à la douleur quotidienne que vivent les personnes racisées. Être complice, cela va au-delà de s'interroger, apprendre et se taire sur les sujets qu'on ne connaît pas. Refuser de se mettre en question peut être la traduction de trois concepts déjà théorisés autour de la blanchité :

- La fragilité blanche : Se remettre en question et prendre part à des débats où on révise entièrement le système, ça fait mal. Mais ne pas le faire fait partie de la fragilité blanche, cette fragilité que les personnes blanches ressentent lorsque les questions raciales sont abordées[5].

- Le maintien des privilèges : Il est impossible en tant que personne blanche de lutter contre le racisme sans devoir se séparer d'un certain nombre de ses privilèges. C'est le principe de la balance, s'il y a plus d'un côté il faut partager pour arriver à un équilibre.

- La solidarité blanche : Entre blanc.he.s s'installe un phénomène de solidarité face aux questions de racisme. Ce phénomène s'exprime par la non-réaction face à une situation raciste ou au soutien donné à une personne blanche lorsqu'elle est interpellée pour avoir eu un comportement raciste.

3. En conclusion....

La question des allié.e.s ou des complices est une question qui va au-delà de la lutte contre le racisme. Même si elle peut paraitre compliquée, il s'agit d'un outil qui permet d'apporter une force supplémentaire à une lutte mais également de réduire les inégalités structurelles au sein de cette même lutte.

S'il est difficile pour les personnes plus favorisées sur certaines questions de se mettre en retrait, de réfléchir à sa position et d'agir en conséquence, il faut prendre conscience qu'il est encore plus difficile d'être victime d'un système qu'il soit raciste, sexiste, homophobe, capitaliste ou autre.

Nous avons chacun et chacune un rôle à jouer si nous souhaitons rendre ce monde meilleur. Endosser ce rôle peut être douloureux mais est nécessaire si nous souhaitons atteindre un objectif d'égalité dans notre société.

---

[1] Voir l'étude de la Fondation Roi Baudoin « Des citoyens aux racines africaines : un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais », 2017

[2] Accomplices Not Allies: Abolishing The Ally Industrial Complex

[3] Ibdem

[4] Expertise déjà présente au sein des communautés racisées

[5] A ce sujet, lire « White Fragility » de Dr. Robin DiAngelo

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120